

Loir-et-Cher : les animateurs d'accueil de loisirs demandent plus de considération en cette rentrée 2022

Publié le 31/08/2022 à 06:25 | Mis à jour le 31/08/2022 à 10:58



Julie Brunet et Dominique Deketeleare, de l'association Respire, dénoncent une pénurie d'animateurs mais aussi un problème de reconnaissance du métier d'animateur.

© Photo NR

La rentrée scolaire 2022 n'est pas seulement marquée par une pénurie d'enseignants. Les animateurs d'accueil de loisirs sont en nombre insuffisant et pas assez formés.

Il manque une cinquantaine d'animateurs en Loir-et-Cher. L'alerte vient d'être lancée par l'association Respire. « L'animation, c'est le parent pauvre de l'éducation », se désole Julie Brunet, coordinatrice des formations BPJpes (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) au sein de l'association basée à Blois.

En cette veille de rentrée, la crise concerne tous les parents qui laissent leurs enfants à la cantine à midi, qui les déposent en accueil périscolaire après l'école ou qui les confient aux centres de loisirs durant les vacances. Dominique Deketeleare, directeur de Respire, dénonce « une vraie pénurie » d'animateurs dans l'ensemble de la région Centre-Val de Loire.

L'association, qui est aussi organisme de formation, note surtout « un problème de reconnaissance du métier » d'animateur. « Ils ne sont pas reconnus comme des professionnels, on ne les voit que comme des personnes qui gardent les enfants après l'école ou le mercredi après-midi », ajoute Dominique Deketeleare qui milite pour une meilleure formation.

“ Nous avons besoin de professionnels car l'animation est une activité complémentaire à l'école ”

Dominique Deketeleare, directeur de Respire Blois

« Le métier s'est construit sur l'animation volontaire avec le Bafa (Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur). Mais aujourd'hui, nous avons besoin de professionnels car l'animation est une activité complémentaire à l'école. »

Des employeurs pointés du doigt

Avec une trentaine de formations par an, Respire pointe du doigt les employeurs – principalement les collectivités locales – qui ne font pas suffisamment d'efforts pour former ce personnel. « Quelques communes ont une vraie réflexion éducative, mais c'est trop rare », précise le directeur de Respire. Pire, des animateurs financent parfois eux-mêmes des formations qui coûtent de 6.000 € pour un brevet professionnel à 7.500 € pour un diplôme d'État.

Trente ans avec un simple Bafa

L'association rapporte l'histoire de cette animatrice de 54 ans qui va tout juste commencer une formation BPJpes après avoir travaillé « pendant trente ans avec un simple Bafa ». Pour rappel, la formation au Bafa ne dure que deux semaines, celle pour le BPJpes deux ans.

L'opinion commence à se mobiliser autour de ce métier « peu valorisé et peu connu ». L'an passé en Loir-et-Cher, les animateurs se sont mis en grève à trois reprises. Combien de fois cette année ?